



Extrait du Union des Forces de Progrès

<http://www.ufpweb.org/fr/spip.php?article2679>

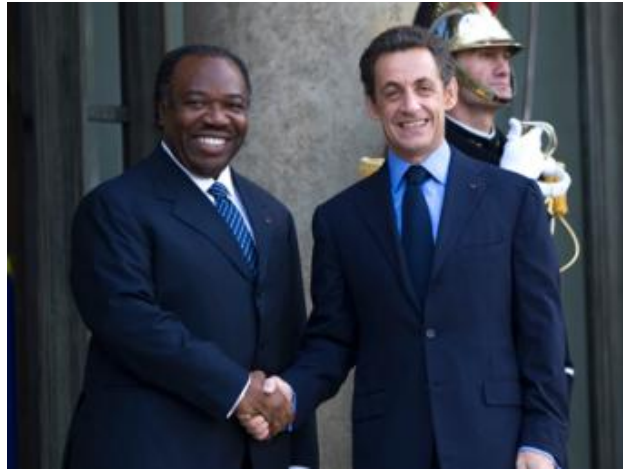
50 ans après, la Françafrique bouge encore (Par Christophe Boisbouvier)

- Articles de presse - Articles -



Date de mise en ligne : mercredi 3 février 2010

Union des Forces de Progrès



Poignée de main entre Ali Bongo Ondimba et Nicolas Sarkozy à Paris, le 20 novembre 2009. Reuters / Charles Platiau

« **On ne va pas se brouiller avec ceux qui nous rendent de grands services** ». C'est ainsi que le secrétaire général de l'Élysée, Claude Guéant, justifie la politique du président français, Nicolas Sarkozy, à l'égard de l'Afrique. Celui-ci avait promis de rompre avec les réseaux de la Françafrique de ses prédécesseurs. Pas facile de se débarrasser d'un système.

La Françafrique ? Elle est déjà morte au moins quatre fois.

Dès janvier 1994, quand le franc CFA est dévalué de 50%, beaucoup croient que c'est fini. Un mois plus tard, aux obsèques de Félix Houphouët-Boigny, « **c'est le père de la Françafrique que l'on enterre, mais c'est aussi la Françafrique elle-même (François Mitterrand, Jacques Chirac, Omar Bongo, Gnassingbé Eyadema, etc) qui se réunit une dernière fois pour une ultime cérémonie d'adieu** ».

En avril 1997, après une victoire électorale de la gauche en France, le nouveau Premier ministre Lionel Jospin définit sa politique africaine en quatre mots : « **Ni ingérence, ni indifférence** ». Et beaucoup pensent alors que la Françafrique va mourir pour de bon.

LA FRANÇAUFRIQUE C'est un complexe franco-africain, un système tentaculaire, ni tout à fait français, ni tout à fait africain, dont le centre de commandement se situe à Paris, à la cellule africaine de l'Élysée, et dont les pseudopodes s'étendent en Afrique.

*Yves Gounin**

Enfin, en janvier 2008, quand le secrétaire d'État français à la coopération, Jean-Marie Bockel, proclame dans le journal Le Monde : « **Je veux signer l'acte de décès de la Françafrique** », beaucoup pensent : « **Si c'est le ministre lui-même qui le dit...** ». Le problème est que, deux mois après cette déclaration, l'infortuné Bockel perd le portefeuille de la coopération à la demande du président gabonais Omar Bongo.

À la même époque, en février 2008, la France aide le président tchadien Idriss Déby à repousser un assaut rebelle sur N'Djamena sans lui demander la moindre contrepartie. À ce jour, aucune enquête judiciaire réelle n'a été menée sur la disparition de l'opposant Ibni Oumar Mahamat Saleh.

Toujours en février 2008, Paris ferme les yeux sur la répression implacable qui s'abat sur les émeutiers de la faim au Cameroun - plus de 100 morts de source indépendante.

Enfin, en août 2009, quelques jours avant la présidentielle qui doit désigner le successeur d'Omar Bongo à la tête du Gabon, l'un des conseillers officieux du président français Nicolas Sarkozy, Robert Bourgi, confie au journal Le Monde : « **Au Gabon, la France n'a pas de candidat, mais le candidat de Robert Bourgi, c'est Ali Bongo. Or je suis un ami très écouté de Nicolas Sarkozy. De façon subliminale, l'électeur le comprendra** ».

Et au même moment, le secrétaire d'État français à la Coopération, Alain Joyandet, se rend très discrètement en Guinée équatoriale pour demander au président Obiang Nguema de ne plus soutenir le candidat André Mba Obame contre celui de Paris...

Les amitiés sélectives

La « **rupture** » promise par le candidat Sarkozy est-elle tombée aux oubliettes ? Pas si simple. Tous les pays ne sont pas logés à la même enseigne.

Au Togo par exemple, le président français essaie de se démarquer de son prédécesseur Jacques Chirac. Dès avril 2005, il a qualifié de « **mascarade** » l'élection très controversée du fils du défunt Gnassingbé Eyadema - un scrutin qui, selon l'Onu, s'est soldé par la mort d'au moins 500 personnes.



FRANCE/TOGO : Lomé, 2 septembre 2008. Le président Faure Gnassingbé et Alain Joyandet, secrétaire d'État à la Coopération. La France vient d'octroyer 140 millions d'euros au Togo, au titre de l'aide au développement. I AFP/Emile Kouton

Depuis son arrivée au pouvoir en mai 2007, Nicolas Sarkozy a fait recevoir le principal opposant togolais, Gilchrist Olympio, par deux de ses collaborateurs : en septembre 2008 par Alain Joyandet, et en février 2009 par le chef de la cellule Afrique de l'Élysée, Bruno Joubert. Est-ce parce que le Togo n'occupe pas la position stratégique du Tchad ou ne possède pas les richesses pétrolières du Gabon ? Visiblement, Paris est plus exigeant avec Lomé qu'avec d'autres capitales. D'ailleurs, le régime togolais ne s'y trompe pas. En décembre dernier, le premier secrétaire de l'ambassade de France à Lomé a été expulsé. Sans doute est-ce un message des Togolais aux Français sur le thème : « Ne vous intéressez pas de trop près à la présidentielle de février prochain ».

L'aide militaire

Autre signe de « **rupture** » : la renégociation des accords de défense avec les anciennes colonies françaises. Finies les clauses secrètes qui garantissaient aux régimes en place une aide militaire française en cas de soulèvement populaire ou de rébellion armée.

« **Les temps ont changé et la France n'a pas à jouer un rôle de gendarme en Afrique** », a lancé Nicolas Sarkozy au Cap, en Afrique du Sud, en février 2008. Cela dit, le chef de l'État français a renoncé à fermer la base militaire française de Libreville au Gabon, comme le suggérait pourtant le Livre blanc de la défense publié en juin 2008. Commentaire d'un conseiller du président Ali Bongo : « **C'est donnant-donnant. Les Français protègent notre régime contre les menaces intérieures ou extérieures. En échange, nous soutenons leur politique en Afrique et ailleurs** ».

Les retrouvailles

Dernier signe de changement : les tentatives de réconciliation avec des pays très hostiles à la France d'avant Sarkozy.

Avec le régime du président rwandais Paul Kagamé, les retrouvailles sont en bonne voie. Après trois ans de rupture, les relations diplomatiques ont été rétablies en novembre dernier. La justice française soupçonne le régime rwandais d'être impliqué dans l'attentat du 6 avril 1994 contre l'avion du président Habyarimana. De son côté, la justice rwandaise accuse la France d'être complice du génocide de 1994. Aujourd'hui, Paris et Kigali essaient de vider leur querelle judiciaire.

Avec le régime du président ivoirien Laurent Gbagbo, les choses sont plus compliquées, sans doute à cause de la force des liens entre les acteurs politiques de France et de Côte d'Ivoire (l'UMP, le PS, le FPI, le PDCI et le RDR). Tout va dépendre de la future présidentielle et des conditions de sa transparence.

Des relations pragmatiques



LE DISCOURS DE DAKAR, 26/7/2007.

En fait, l'une des différences entre Jacques Chirac et Nicolas Sarkozy est que le premier refusait de prendre au téléphone les chefs d'État africains qui lui étaient ouvertement hostiles. Mieux, il ne cachait pas son antipathie à l'égard de certains, comme l'Ivoirien Laurent Gbagbo. Le second est plus « **rond** ».

Cinquante après, la France commence enfin à « **dépassionner** » ses relations avec l'Afrique et à traiter de la même façon toutes ses anciennes colonies, celles qui restent amies comme celles qui ont « **coupé le cordon** ». Finie l'époque de Sékou Touré, où Charles de Gaulle voulait « **punir** » la Guinée d'avoir dit non à la France. Moins de pathos, plus de pragmatisme. De ce point de vue, la France a tiré quelques leçons des émeutes anti-françaises d'Abidjan en novembre 2004. L'avenir de la Côte d'Ivoire ne se décide plus à Marcoussis en France, sous la houlette de Jacques Chirac, mais en Afrique, sous celle du chef de l'État burkinabé Blaise Compaoré. Et aujourd'hui, les « **patriotes** » proches de Laurent Gbagbo ont de plus en plus de mal à mobiliser les foules d'Abidjan contre la «

France coloniale ». Cinquante ans après, la relation franco-africaine se normalise... lentement.

« La France à fric »

Que reste-t-il de la Françafrique en 2010 ? D'abord du business. Paris accorde la priorité aux pays africains qui lui vendent du pétrole (Angola, Nigeria, etc.) ou de l'uranium (Niger), et à ceux qui peuvent lui acheter de la haute technologie (Maroc, Algérie, Tunisie, Libye, Afrique du Sud). D'où l'extrême prudence de Nicolas Sarkozy à l'égard de Mamadou Tandja, l'homme qui vient de tordre le cou à la Constitution du Niger pour se maintenir au pouvoir jusqu'en 2012. Mais surtout, de la Françafrique, il reste une alliance d'intérêts bien compris.

Côté français, la Françafrique a longtemps été une tirelire, une « **France à fric** ».

En 2002, lors du procès Elf, Loïc Le Floch-Prigent s'est mis à table : « **On va appeler un chat un chat. L'argent d'Elf part en Afrique et revient en France** ». Et en juin dernier, à l'occasion des obsèques d'Omar Bongo, l'ex-président français Valéry Giscard d'Estaing a révélé sur la radio Europe 1 un drôle d'échange téléphonique lors de la campagne présidentielle de 1981 : « **J'ai appelé Bongo et je lui ai dit : « Vous soutenez actuellement la campagne de mon concurrent [Jacques Chirac] ». Alors il y a eu un temps mort, et il m'a dit « Ah, vous le savez ? », ce qui était merveilleux. À partir de ce moment-là, j'ai rompu mes relations personnelles avec lui** » . Difficile de croire que ces pratiques ont totalement disparu en 2010...

Côté français, les décideurs - de gauche comme de droite - continuent de nourrir l'ambition d'une « **plus grande France** ». Une France qui se projette dans le monde grâce à quatre multiplicateurs de puissance : l'arme atomique (fabriquée avec un combustible en provenance... du Niger), le siège permanent au Conseil de sécurité, l'Europe et l'Afrique.

En 2003, lors de son bras de fer avec l'Américain George Bush sur l'Irak, Jacques Chirac a usé ouvertement de trois de ces instruments de puissance - les trois derniers. L'Afrique est donc une pièce maîtresse de ce dispositif. Jean-Pierre Dozon l'appelle même « **l'État franco-africain** » : « **Le plus fort tour de passe-passe de la Ve République, grâce auquel l'État français parvint à se métamorphoser en grande puissance, consista à se démultiplier en autant d'États voués à soutenir sa politique étrangère** ». La Françafrique, « **État simultanément un et multiple** ». La Françafrique, « **individualité historique** », dit encore Dozon en empruntant la formule à Max Weber.

Sécuriser les pouvoirs

Côté africain, la Françafrique est perçue par plusieurs chefs d'État comme une assurance-vie. Elle est la garantie d'un soutien financier (l'APD - Aide publique au développement, l'entregent de Paris auprès du FMI et de la Banque mondiale) et monétaire (le franc CFA adossé au Trésor français et à l'euro) à des économies défailtantes. Surtout elle pérennise des régimes très peu démocratiques mais fidèles à la France.

L'arrivée de Nicolas Sarkozy a-t-elle changé la donne ? « **Non** », répond Achille Mbembé. « **Le cartel des satrapes - d'Omar Bongo, Paul Biya et Sassou Nguesso à Idriss Déby, Eyadema fils et les autres - se félicite de ce qui apparaît clairement comme le choix de la continuité dans la gestion de la Françafrique - ce système de corruption réciproque qui, depuis la fin de l'occupation coloniale, lie la France à ses affidés africains** », écrivait l'historien camerounais dès le 1er août 2007 dans les colonnes du journal Le Messenger de Douala. Depuis, Ali Bongo a succédé à son père et le Sénégalais Karim Wade semble se préparer lui aussi à briguer la succession de son père lors de la présidentielle de 2012.

En fait, dans l'esprit de plusieurs chefs d'État africains, la Françafrique reste un instrument irremplaçable de conservation du pouvoir : une garantie contre l'alternance démocratique, un gage de présidence à vie, voire une promesse de transmission héréditaire du pouvoir. La force de ces régimes est de parvenir à faire croire à la France qu'ils sont ses seuls alliés indéfectibles, à l'exclusion de leurs adversaires politiques (opposants ou rebelles).

La faiblesse de la France, c'est de croire que c'est vrai, plus par commodité que par naïveté. « **On ne va pas se brouiller avec ceux qui nous rendent de grands services** », dit le secrétaire général de l'Élysée, Claude Guéant. On est loin du discours de Barack Obama à Accra le 11 août dernier : « **L'Afrique n'a pas besoin d'hommes forts mais de fortes institutions** ». La Françafrique ou l'Afrique « **utilitaire** ». Pour la France, il y a un vrai risque de décrochage avec la jeunesse africaine.

RFI